

<p><b>Les cultures et les religions peuvent-elles aider à promouvoir un développement durable et éthique ?</b></p>
--

La future session annuelle<sup>1</sup> des Semaines Sociales de France (SSF) traitera des relations entre le développement, les cultures et les religions. C'est précisément sur ce thème que **Michel Camdessus**, ancien président des SSF et ancien directeur général du FMI, est venu livrer ses réflexions devant près de 200 personnes au Centre Huit à Versailles, le 5 février dernier (c'est-à-dire moins d'un mois après les attentats djihadistes de janvier). Nous en donnons ici un bref résumé ; le texte complet figure ensuite.

*Pour Michel Camdessus, tout processus de développement baigne dans une culture ; et toute culture baigne dans une religion : on ne saurait donc séparer ces trois facteurs. Qu'en est-il, d'abord, du développement, aujourd'hui ? Au niveau mondial, il y a d'indéniables aspects positifs : progrès significatifs des ex-PVD, succès dans la lutte contre l'extrême pauvreté, avancée des nouvelles technologies... Mais les aspects négatifs restent très nombreux : l'extrême pauvreté est très loin d'être éradiquée, les inégalités s'accroissent, devenant un obstacle au développement, la conjonction entre changement climatique, épuisement des ressources naturelles et évolution démographique conduit à une situation sans issue (en particulier en Afrique), pouvant se traduire par l'apparition de millions de migrants climatiques... A cela s'ajoute le développement des conflits à tonalité religieuse. Toutes ces menaces risquent de s'aggraver, à moins d'un sursaut... dont le ferment pourrait résider dans les cultures.*

*Dans le champ culturel, il y a aussi des évolutions positives : éveil des « sociétés civiles », avancées des droits de l'homme, prise de conscience, en particulier chez les jeunes, de notre « citoyenneté mondiale »... Mais de l'autre côté Michel Camdessus y relève des « traits pervers » : d'abord cette culture d'avidité et d'hyper consommation (gagner plus pour consommer plus), qui atteint également aujourd'hui les pays émergents ; et aussi notre rapport difficile à la culture des autres (en particulier en France), l'apparition de guerres au nom de la culture et de la religion – des guerres qui sont évidemment un obstacle au développement –... Etre acteur de paix et de développement dans le monde implique de l'être d'abord chez nous, d'être ouvert à l'autre, de pratiquer le respect des valeurs et de la sensibilité de l'autre (ce qui peut être un frein à une liberté d'expression sans limites), de voir dans la diversité culturelle un atout plutôt qu'un obstacle : nos cultures (qui ne sont peut-être que des contre-cultures) doivent donc se modifier, et c'est là que les religions peuvent jouer un rôle.*

*Comment en effet bâtir un nouveau « vivre ensemble » ? Comment et avec qui promouvoir au niveau mondial les valeurs de responsabilité, de citoyenneté, de solidarité, de fraternité ? Tous les humanistes, croyants ou incroyants, peuvent y contribuer ; mais les religions, qui invitent au dépassement, au partage, au dialogue, peuvent y apporter un supplément d'âme. Pourvu cependant que leur message d'amour soit audible (pas d'appel à la violence !), et que le dialogue avec les autres religions soit reconnu comme nécessaire. Les religions se trouvent réunies dans la lutte pour le développement et pour la paix ; ensemble, elles peuvent construire une économie de partage (avec l'idée du don), inventer une économie frugale (faire alliance avec la Terre), ouvrir le cœur des hommes à la dimension mondiale de nos responsabilités. Faire cela, c'est aller au devant du rêve de Dieu, qui a créé l'homme pour son bonheur, et c'est répondre au pari de l'homme : le pari de la réussite de son travail pour faire un monde meilleur.*

---

<sup>1</sup> En octobre 2015 à l'UNESCO à Paris

**DEVELOPPEMENT,  
CULTURES ET RELIGIONS**

**Les cultures et les religions peuvent-elles aider à promouvoir un développement durable et éthique ?**

Michel Camdessus  
*Président d'honneur des Semaines sociales de France*  
*Ancien Directeur général du Fonds monétaire international*

Association Centre Huit, Antenne des Yvelines des SSF,  
Association des lecteurs Les Amis de La Vie, Service de la diaconie-Église catholique/Yvelines

Versailles – 5 février 2015

Puis-je commencer par rappeler une grande banalité ? Tout processus de développement baigne dans une culture ; il n'en est jamais indépendant ; et toute culture baigne elle-même dans une religion ou un certain rapport au religieux. C'est l'illusion et l'erreur de beaucoup de technocrates de prétendre les isoler derrière des cloisons étanches. L'état de développement du monde – actuellement, nous le verrons, ni durable, ni éthique – soulève donc la question de ses relations avec les cultures et les religions du monde. C'est une immense question. Elle se pose en France, aujourd'hui, en 2015, avec une particulière acuité pour au moins deux raisons :

- d'abord parce que deux événements attendus en 2015 invitent à une réflexion à frais nouveaux sur le développement ; ce sont des négociations qui vont prendre place les unes à New York aux Nations unies sur les nouveaux objectifs du millénaire (OMD) et dont l'objet sera de redéfinir des objectifs auxquels souscriront l'ensemble des pays – Nord et Sud – pour parvenir à un développement durable ; les autres, à Paris en décembre prochain, pour la redéfinition d'objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à l'effet de serre, en vue de lutter contre le changement climatique ;
- mais, pour nous Français, il y a encore plus. Les événements que nous avons vécus le mois dernier ont été une révélation de l'état de notre vivre ensemble et de ses tares que nous ignorions ou préférons ignorer, cet écart que nous avons laissé se créer entre notre culture et les mutations de notre société et du monde. De là, le désarroi de beaucoup, de là, l'effervescence des « il n'y a qu'à... », des injonctions aux politiques, à l'école, aux religions, etc. Bref, dans ce vacarme de prises de position péremptoires, il est sage, pour un pays comme le nôtre qui garde l'ambition de promouvoir dans le monde, à travers le développement, une civilisation humaniste, de chercher quelle approche adopter devant ces problèmes. Pour essayer humblement d'y contribuer, tournons-nous vers les trois questions qui nous sont proposées :

1. Qu'en est-il du développement aujourd'hui et que faire pour le rendre durable et humain ?
2. Qu'en est-il de nos cultures devant ces exigences ?
3. Qu'en est-il de la contribution de nos religions à cet immense chantier où se joue l'avenir du monde ?

Ce sont là, reconnaissons-le, des sujets que nous ne pouvons pas aborder comme s'ils nous étaient extérieurs. Le développement n'est pas seulement l'affaire des pays qui portent les symptômes de ses échecs ; il est en lien avec bien des problèmes de nos sociétés avancées ; il nous implique tous, car il s'agit de l'avenir violent ou fraternel de nos sociétés et du monde.

\*  
\*   \*  
\*

## I – DIMENSIONS NOUVELLES DU PROBLEME DU DEVELOPPEMENT

Notre monde change de façon radicale et nul n'oserait reprendre aujourd'hui – pour évaluer les dimensions du problème du développement – les repères que nous avons utilisés pendant des décennies. Pour le situer, voici quelques traits qui vous sont déjà familiers mais qui, si nous les observons dans leur ensemble, invitent à de profondes remises en cause.

Il y a d'abord des progrès significatifs et à bien des égards inespérés. Les trente dernières années ont vu l'émergence d'un certain nombre de pays du tiers-monde : Chine, Inde, Brésil, Indonésie, Afrique du Sud et quelques autres. Le phénomène est tel que la vieille dichotomie Nord-Sud n'a plus de sens. La Chine en est l'exemple le plus éclatant : elle rattrape les États-Unis en richesse globale, elle fabrique deux fois plus d'automobiles qu'eux, elle devient un pourvoyeur mondial de capitaux. Notre Premier ministre y passe plusieurs jours pour obtenir pour notre pays une part de cette manne. Ces pays siègent maintenant au G20, ce groupe de pays qui s'est autoproclamé instance suprême de gouvernance du monde. À juste titre, ils demandent d'ailleurs une part plus en rapport avec la puissance qu'ils ont acquise dans les autres instances multilatérales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, etc.).

Le continent le plus pauvre du monde, l'Afrique, a connu une croissance économique remarquable au cours des vingt dernières années ; il apparaît aujourd'hui pour les investisseurs mondiaux comme une « nouvelle frontière ».

Des avancées importantes ont eu lieu dans la lutte contre l'extrême pauvreté. L'objectif de la réduire de moitié pour 2015 a été atteint, grâce évidemment aux progrès de la Chine. Même si les autres objectifs du millénaire n'ont pas été atteints, des avancées significatives seront annoncées lors du sommet de septembre prochain et l'on peut considérer comme un progrès le fait même que la communauté mondiale, Nord et Sud réunis, se soit assignée de tels objectifs et s'apprête à prolonger cette expérience, cette fois en direction de 2030 et – pour tenir compte de problèmes mieux identifiés aujourd'hui – en direction d'un développement durable.

Ajoutons à cela l'avancée fulminante, les miracles, des nouvelles technologies : l'on peut comprendre l'enthousiasme de Bill et Melinda Gates lorsqu'ils disent : « Le progrès scientifique et les technologies de l'information joueront d'ici à 2030 un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté... ». Mais cela suffira-t-il ?

Il y a, hélas vous le savez, une face beaucoup plus préoccupante du développement mondial. Il est, en fait, tragiquement insuffisant ; il n'est ni durable, ni éthique.

L'insuffisance, nous la trouvons là même où je viens de souligner quelques succès. Chacun des objectifs du développement ne visait que la moitié de l'objectif que la simple dignité des hommes exigerait, et pourtant, sauf pour la réduction de moitié du nombre des humains vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, ces objectifs n'ont pas été atteints. En réalité, il y a encore un milliard de personnes dans le monde qui vivent et, comme le démontre le professeur Collier d'Oxford, restent piégés dans une misère insupportable. C'est le *bottom billion*, le « milliard d'un bas ». Au même moment, les inégalités s'accroissent. On sait que désormais 1 % de la population mondiale détient 50 % de la richesse mondiale. Ce que l'on dit moins est que cet accroissement continu des inégalités est devenu l'obstacle majeur au développement au point, si elles n'étaient corrigées, d'éteindre tout espoir de progrès réels vers ces objectifs minimums qui ne sont que « ce qui est dû à l'homme, parce qu'il est homme », comme le disait si bien St Jean-Paul II. Or, d'autres obstacles s'y ajoutent.

La combinaison du changement climatique et de l'épuisement des ressources naturelles induit par nos modèles de consommation d'un côté, avec, de l'autre, les évolutions démographiques attendues, cet ensemble-là annonce une situation sans issue. Réalisons-nous ce que signifie ce qui nous est annoncé ? D'un côté, l'épuisement de ressources essentielles et de l'autre, le doublement de la population africaine d'ici 2050 et la perspective de la voir atteindre 4,2 milliards en l'an 2100 dans le contexte d'une population mondiale elle-même en cours de stabilisation. Un tel modèle n'est évidemment pas durable. Il appelle un formidable effort de ce continent sur lui-même et du monde pour le soutenir.

Tournons-nous vers la menace climatique. Elle affecte déjà d'immenses parties du monde en développement. Nous savons, par exemple, que huit Philippins sur dix ressentent déjà, parfois, très cruellement ses effets. À l'approche de la conférence de Paris, nous allons être inondés d'informations à ce propos. Signalons simplement que l'Afrique, qui est le continent qui en est le moins responsable, est celui qui en souffre le plus et que c'est lui qui, pour l'instant, a le moins bénéficié des crédits que la communauté mondiale s'efforce de dégager pour soutenir les efforts des pays pauvres pour adapter leurs économies et notamment leur agriculture à ces changements. Ces efforts d'adaptation sont pourtant indispensables. Comment éviter autrement que des paysans ne soient chassés de leurs terres ancestrales qui deviennent infertiles ? On voit apparaître ainsi une nouvelle catégorie de migrants. Le nombre de ces « migrants climatiques » pourrait atteindre dès 2020-2025 des dizaines de millions par an, venant s'ajouter aux flux migratoires que nous connaissons aujourd'hui.

Ceci m'amène à la crise de l'aide internationale au développement. Elle est très loin d'atteindre les objectifs que la communauté internationale s'était fixés depuis longtemps et la crise récente a fourni un alibi à un certain nombre de pays avancés, dont le nôtre, pour réduire les taux de soutien auxquels ils s'étaient engagés. L'Union européenne, par exemple, avait promis d'atteindre le fameux taux de 0,7 % en 2015, mais à l'exception des vertueux pays scandinaves et de la Grande-Bretagne de Mr. Cameron, les autres – dont le nôtre – sont loin de l'objectif. Nous en restons pour ce qui concerne la France à 0,41 % en 2013 (11,4 milliards d'euros), en recul de 9,8 % par rapport en 2012.

On nous dira que le monde a changé et que désormais les marchés financiers peuvent se substituer au moins pour partie à cette aide non remboursable. Hélas, ce n'est que très partiellement exact. Qui croira que l'on pourrait financer des centres de santé ou des écoles, surtout pour les filles, dans les zones rurales d'Afrique, si ce n'est par le budget sans ressources des pays ou par l'aide gratuite des pays avancés ? Or, on le sait bien, la clé du développement humain de l'Afrique se trouve précisément dans la scolarisation primaire et secondaire des jeunes filles.

Il y a plus et c'est un immense scandale : le pillage des ressources minières de l'Afrique. Il faut savoir – et nous nous sommes attachés avec l'Africa Progress Panel auquel je collabore sous la présidence de Kofi Annan à le faire savoir – que les ressources détournées des budgets des pays d'Afrique à l'occasion de transactions financières par les compagnies pétrolières et minières internationales et leurs intermédiaires dépassent le double du montant de l'aide au développement allouée à ces pays : l'aide est de l'ordre de 30 milliards de dollars annuels, les détournements par le canal, en général, des centres off-shore dépassent 63 milliards. Combien d'écoles, de centres de santé, de chemins de désenclavement pourraient être ouverts s'il était mis fin à ces pillages ?

Et puis, enfin, obstacle majeur au développement, il y a de plus en plus fréquemment des conflits à tonalité religieuse sur lesquels des apprentis sorciers jettent de l'huile sur le feu. Prenons encore le cas de l'Afrique : 25 % des Africains sont affectés par de tels conflits et 10 % des enfants de ces continents vivent dans des zones de combats avec tous les risques que cela implique pour eux-mêmes et leur éducation.

Vous le voyez, d'immenses menaces pèsent aujourd'hui sur le développement humain. Leur trait commun est le risque de les voir s'aggraver à moins d'une vigoureuse réaction locale et mondiale. D'où pourrait venir alors le sursaut collectif qui serait nécessaire ? Viendrait-il seulement à se produire ? Pour en évaluer les chances, tournons-nous vers nos cultures qui, précisément, devraient en être le terreau.

\*  
\*   \*

## **II – CULTURE ET DEVELOPPEMENT**

Oui, peut-on donc discerner dans nos cultures collectives les ferments d'où pourrait jaillir un tel sursaut, ce soutien à ce que Benoît XVI appelait une « redistribution planétaire des richesses » que, précisément, la mondialisation pourrait rendre possible ?

Observons d'abord, pour nous en réjouir, qu'au cours des dernières décennies, de très précieuses prises de conscience se sont opérées. La fin du 20<sup>e</sup> siècle pourrait être créditée d'un bel éveil de la société civile à travers le monde. Elle a été porteuse d'ambitions pour un monde meilleur. On peut, sans se tromper, lui attribuer de belles avancées des droits de l'homme, des femmes et des enfants, des combats magnifiques contre le racisme, les ségrégations, des myriades d'initiatives contre la pauvreté, etc. Nous voyons émerger ainsi une culture de responsabilité et de citoyenneté mondiale que les jeunes d'aujourd'hui épousent en grand nombre. Cela malheureusement ne peut occulter l'ampleur de l'écart qui persiste entre quelques traits pervers de notre culture collective et les exigences d'un meilleur développement.

Le premier d'entre eux est cette culture d'avidité et d'hyperconsommations dans laquelle nous baignons et qui peut nous mener à une inacceptable impasse. La chose nous est rappelée en permanence et nous laisse comme pétrifiés ; il nous faudrait, pour répondre à nos demandes, deux ou trois planètes comme la nôtre si le modèle de consommation occidentale au cours des prochaines années n'était pas modifié et continuait s'étendre au reste du monde. Or, ce modèle prévaut toujours malgré toutes les protestations contre la marchandisation du monde. Depuis les « Trente Glorieuses », les pays avancés – de plus en plus imités par les pays émergents – ont laissé s'instaurer chez eux une culture au sein de laquelle le « gagner plus pour consommer toujours plus » est devenu le mobile dominant. L'homme s'y trouve souvent réduit, dégradé, à sa seule fonction économique. La consommation devient destin ; la vie se vide de sens. La cupidité est devenue politiquement correcte ; elle s'installe partout au cœur de la culture

collective. Dans une telle économie, la course est permanente entre la poussée des désirs exacerbés par la publicité et les capacités collectives à les satisfaire, d'où stress, frustration et fragilisation de la cohésion sociale. C'est ainsi que s'est constitué un terreau fertile pour tous les abus de la sphère financière jusqu'à son effondrement de 2007-2008. Un modèle d'avidité généralisée creusait le vide éthique dans lequel l'économie mondiale s'est engouffrée et, avec elle, une part de ce qui fait notre civilisation. Bien sûr, des mesures ont été prises pour faire face à la crise financière, mais a-t-elle amené une remise en cause de notre culture consummatrice qui épuise la planète et prépare la crise de demain ? Reconnaissons, pour dire le moins, qu'il reste beaucoup à faire...

Une autre question posée – qui nous touche de très près, nous Français – est celle de notre rapport aux cultures des autres et, par-là, aux conditions mêmes de la paix aujourd'hui. « Le développement est le nouveau nom de la paix » disait Paul VI, impliquant que l'inverse est tout aussi vrai et que « la paix est le nouveau nom du développement ». Assurer la paix est la tâche première de toute action de développement. Elle appelle le respect scrupuleux de l'autre et de sa culture. Mais que voyons-nous aujourd'hui ? La guerre redevient en Afrique et au Moyen-Orient un obstacle majeur au développement alors que sa dimension culturelle et religieuse est de plus en plus proclamée. Tous, nous jugeons essentiel d'arrêter cela. Mais réfléchissons à ce que nous venons de vivre. Une grande et réconfortante communion nationale a suivi les assassinats des 7 et 9 janvier. Quelques jours après les manifestations, un nouveau numéro de Charlie Hebdo a été tiré à sept millions d'exemplaires avec, à sa une, une nouvelle caricature du Prophète. Elle a déchaîné de nouvelles violences anti-chrétiennes. De surenchère en surenchère, jusqu'où risque-t-on d'aller ainsi ? Pouvons-nous nous contenter de continuer à brandir l'étendard de la liberté d'expression sans limite, sans le moindre souci de la sensibilité des autres et d'abord de ceux qui sont venus récemment habiter notre pays, au risque d'enflammer leur révolte et de déclencher des réactions violentes comme on vient de les vivre au Niger ou ailleurs ? N'est-il pas temps de dire haut et fort que, dans notre devise républicaine, la liberté a des limites, celle de la liberté des autres et celle des exigences d'une autre valeur qui est la fraternité. Celle-ci n'est pas d'un rang inférieur et, précisément, elle impose de se garder de ce qui peut heurter la sensibilité de nos frères<sup>2</sup>.

Ceci nous amène à une question essentielle : comment pourrions-nous être des acteurs de paix, de tolérance, de fraternité et de développement dans le monde si nous n'étions pas reconnus pour les mettre effectivement en œuvre chez nous ? Reconnaissons-le, notre pays doit faire face sans plus tarder à une crise interne profonde qui traduit le grave échec de nos politiques d'intégration si bien dénoncé par le Père Delorme. En fait, deux cultures cohabitent chez nous. Elles ne peuvent plus continuer de s'ignorer. Un formidable effort d'ouverture à l'autre, de respect et d'intérêt pour ses valeurs est primordial. Il prendra du temps. Nous n'aurons abouti que lorsque la diversité culturelle sera reconnue non plus comme un obstacle mais un atout pour nos sociétés et pour le développement. Ce n'est que si nous traversons avec succès cette épreuve que nous pourrions nous prétendre à nouveau porteurs de valeurs pertinentes pour ce monde.

Je devrais citer un troisième biais de notre culture face aux problèmes du développement aujourd'hui – et il est universellement répandu – c'est notre difficulté à l'aborder dans une vision globale. La perspective Nord-Sud qui nous est familière n'est plus

---

<sup>2</sup> On nous dira que la liberté doit aller jusqu'à une culture de l'irrévérence. Peut-être mais dans la limite des devoirs dictés par cette autre valeur républicaine qu'est la fraternité. Pour cela, s'il le faut comme le dit Jérôme Vignon, soyons *irrévérents* face à l'irrévérence lorsque qu'elle blesse nos frères.

pertinente. Il est temps de reconnaître que l'horizon de chaque pays, y compris de ceux qui ont longtemps vécu sous la tutelle d'une puissance coloniale, est maintenant mondial, dans un monde lui-même engagé dans un formidable travail d'enfantement et qui peine à se prendre en charge dans cette dimension globale ? L'admettre est indispensable si nous voulons être contemporains de notre temps. Cela devrait conduire à reconnaître l'urgence d'une réforme de la gouvernance mondiale garantissant aux pays en développement ou émergents la place qu'ils méritent dans les enceintes où se décide l'avenir du monde. Celles-ci devraient devenir des lieux où les différentes régions du monde se prendraient en charge, affronteraient solidairement les risques, décideraient des actions prioritaires à entreprendre pour faire face à tous les problèmes que je viens d'évoquer et auxquels aucun pays ne peut faire face tout seul.

À considérer la profondeur de ces problèmes, il nous faut bien reconnaître que, loin de partager une culture d'humanité, nous baignons encore dans une contre-culture faite d'avidité accumulatrice et consommatrice, d'ignorance voire d'irrespect de la culture de l'autre, d'un retard à reconnaître cette dimension de globalité indispensable aujourd'hui pour parvenir à un meilleur développement ? Ce sont donc nos cultures aussi qui doivent être l'objet d'un changement fondamental. D'où pourrait-il venir ? Les religions qui sont transfrontières – qui sont aux racines des cultures du monde, qui sont de plus en plus autant du Sud que du Nord – pourraient-elles y contribuer ?

\*  
\*   \*  
\*

### **III – RELIGIONS EN DIALOGUE, CHEMIN D'HUMANITE**

Oui, la question est bien celle-là : que pouvons-nous faire pour rendre à nos cultures leur rôle véritable, celui de nous relier entre nous dans nos pays et dans la société globale en nous faisant partager non seulement des arts, des connaissances, des modes de vie, mais aussi quelques valeurs fondamentales indispensables à une commune destinée ? Dans le livre de souvenirs que je viens de publier<sup>3</sup>, je raconte comment, au fil de mes rencontres à travers le monde, il m'est arrivé d'interroger mes interlocuteurs sur les quelques valeurs sur lesquelles pourrait être construit un nouveau vivre-ensemble. Les réponses les plus fréquentes évoquaient la responsabilité, la solidarité, la citoyenneté – allant jusqu'à sa dimension mondiale – toutes ces valeurs se rejoignant dans cette valeur de fraternité prophétiquement inscrite en 1948 à l'article 1<sup>er</sup> de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

C'était une joie de découvrir que des responsables de bonne volonté se retrouvent au fond sur des valeurs susceptibles d'être les piliers culturels d'une démocratie globale. Mais qui osera s'engager pour les promouvoir ? Eh bien, plus de gens probablement que nous ne serions portés à le croire dans notre désenchantement actuel. Nous pouvons certainement compter, pour s'engager pour de telles valeurs, sur tous ces humanistes croyants ou incroyants, héritiers de ceux qui ont su inscrire en 1948 dans la charte de la communauté mondiale, ce simple devoir : « d'agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ». Comment insister assez sur cette valeur, seul fondement sûr de l'unité du monde ?

Beaucoup d'hommes et de femmes de bonne volonté sont ainsi présents et actifs sur la scène mondiale au service de ces valeurs mais, l'histoire nous l'enseigne, l'humanisme n'a pas toujours suffi, il s'en faut, à conjurer les déchaînements de violence. La paix et l'harmonie et

---

<sup>3</sup> « La Scène de ce Drame est le Monde – Treize ans à la tête du FMI » - Editions Les Arènes, Paris – Septembre 2014.

même simplement la justice dans les relations entre les hommes demandent d'avantage ; il y faut aussi le sens de l'amour gratuit, du don et du pardon. La question se pose alors de savoir si les religions du monde pourraient apporter ce supplément d'âme.

Pourquoi songer aux religions ? Tout simplement parce que, quelle que soit la diversité des traditions auxquelles elles se rattachent, elles se considèrent toutes comme chargées d'une mission de contribuer à une vie meilleure pour l'ensemble des hommes ; elles les invitent, chacune à leur manière, à ce dépassement, à ces vertus de partage, de sobriété, de dialogue dont le monde a un si urgent besoin.

On m'objectera que toutes, sans exception, ont été souvent au fil de l'Histoire porteuses de violence. Elles le sont parfois aujourd'hui, tout spécialement lorsqu'elles se laissent instrumentaliser par un pouvoir politique au service d'une cause, d'une race ou d'une classe sociale. Les véritables hommes de religion le reconnaissent humblement. Nous vivons cela tragiquement et nous savons que cela peut s'aggraver ou, demain, ressurgir... Il n'en reste pas moins que toutes nos religions, malgré toutes leurs faiblesses – « pauvre Église » disait Calvin – demeurent des forces sans équivalent pour humaniser notre vivre-ensemble. Elles ont pour ceux qui les suivent les paroles du Salut. Leur rôle est de les porter, de répondre à la soif spirituelle du grand nombre, d'offrir une réponse à cet immense besoin d'idéal d'une jeunesse que nous croyons perdue, mais ce faisant et inséparablement, elles révèlent aux hommes leur dignité et peuvent en faire des citoyens exemplaires. Je pense ici à ce merveilleux texte du 2<sup>e</sup> siècle qu'est l'Épître à Diognète<sup>4</sup> et qui nous décrit ces citoyens exemplaires qu'étaient les nouveaux chrétiens dans la cité. Mais à quelles conditions peuvent-elles réussir aujourd'hui dans cette tâche civilisatrice ? Deux conditions me semblent essentielles :

1. Il leur faut rejoindre effectivement notre temps, en s'efforçant de rendre leur parole audible aux hommes d'aujourd'hui et bien comprise. C'est un énorme chantier. Il s'agit pour chacune d'elles de faire en sorte que leurs fidèles perçoivent la pointe véritable de leur message qui est toujours un message d'amour. Elles souffrent elles-mêmes lorsqu'elles voient ces fidèles égarés par des formulations venues des milieux culturels où elles ont pris racines mais qui, reprises littéralement aujourd'hui, peuvent être entendues comme des appels à la violence en contradiction avec leur message fondamental. Immense tâche, évidemment !

---

<sup>4</sup> Extrait de l'Épître à Diognète (2<sup>e</sup> siècle)

Les chrétiens ne sont distingués du reste des hommes ni par leurs pays, ni par leur langage, ni par leur manière de vivre ; ils n'ont pas d'autres villes que les vôtres, d'autre langage que celui que vous parlez ; rien de singulier dans leurs habitudes ; seulement ils ne se livrent pas à l'étude de vains systèmes, fruit de la curiosité des hommes, et ne s'attachent pas, comme plusieurs, à défendre des doctrines humaines. Répandus, selon qu'il a plu à la Providence, dans des villes grecques ou barbares, ils se conforment, pour le vêtement, pour la nourriture, pour la manière de vivre, aux usages qu'ils trouvent établis ; mais ils placent sous les yeux de tous l'étonnant spectacle de leur vie toute angélique et à peine croyable.

Ils habitent leurs cités comme étrangers, ils prennent part à tout comme citoyens, ils souffrent tout comme voyageurs. Pour eux, toute région étrangère est une patrie, et toute patrie ici-bas est une région étrangère. Comme les autres, ils se marient, comme les autres, ils ont des enfants, seulement ils ne les abandonnent pas. Ils ont tous une même table, mais pas le même lit. Ils vivent dans la chair et non selon la chair. Ils habitent la terre et leur conversation est dans le ciel. Soumis aux lois établies, ils sont par leurs vies, supérieurs à ces lois. Ils aiment tous les hommes et tous les hommes les persécutent. Sans les connaître, on les condamne. Mis à mort, ils naissent à la vie. Pauvres, ils font des riches. Manquant de tout, ils surabondent. L'opprobre dont on les couvre devient pour eux une source de gloire ; la calomnie qui les déchire dévoile leur innocence. La bouche qui les outrage se voit forcée de les bénir, les injures appellent ensuite les éloges. Irréprochables, ils sont punis comme criminels et au milieu des tourments ils sont dans la joie comme des hommes qui vont à la vie. Les Juifs les regardent comme des étrangers et leur font la guerre. Les Grecs les persécutent, mais ces ennemis si acharnés ne pourraient dire la cause de leur haine.

2. Elles devraient aussi faire du dialogue, en leur sein et avec les autres confessions, non plus des gestes de courtoisie épisodiques mais leur condition même.

Double et immense chantier et disons-le, pour chacune d'elles aussi et pour tous les croyants, chemin de conversion.

Il ne m'appartient pas de dire ce que cet appel permanent à la conversion suggère aux autres confessions que la mienne. Je puis peut-être m'y risquer pour ce qui concerne l'Église catholique dont je suis un fidèle (peut-être devrais-je dire un infidèle !) et souligner ces quelques lignes de Vatican II qui l'ont faite entrer dans un nouvel âge de son histoire, en l'invitant à un changement profond d'attitude. Laissez-moi simplement citer le paragraphe 1 de *Nostra aetate* :

« L'Église catholique ne rejette rien de ce qui est vrai et saint dans ces religions et elle exhorte même ses fils pour que, avec prudence et charité, tout en témoignant de la foi et de la vie chrétienne, ils reconnaissent, préservent et fassent progresser les valeurs spirituelles qui se trouvent en elles ».

Il y a dans ces quelques lignes un formidable potentiel de renouvellement. L'Église s'y est engagée ; mais c'est aussi le début d'un long chemin à parcourir :

- dans la connaissance des autres confessions, par tous les chrétiens et non par seulement quelques spécialistes,
- dans l'échange totalement ouvert avec elles,
- dans l'humilité et l'attente de ce que celles-ci pourront nous révéler de l'insondable mystère de Dieu ou nous apprendre de leurs propres pratiques pour embellir ou enrichir notre quotidien<sup>5</sup>,
- dans l'engagement commun pour rendre le monde meilleur<sup>6</sup>.

Observons que ce travail en commun est d'ores et déjà engagé, courageusement à la base, par exemple dans la rencontre chrétiens-musulmans. Il porte déjà des fruits. Mais revenons aux engagements communs qui s'offrent ainsi à tous les croyants. Mon espérance est que la gravité des problèmes rencontrés, loin de décourager ce travail commun des religions face aux défis du développement et de la paix dans le monde, ne fera que l'intensifier. Elles se trouvent réunies contre les injustices destructrices de toute espérance pour les plus pauvres du monde, au service de la paix et de l'émergence d'une communauté mondiale plus fraternelle. Trois objectifs majeurs s'offrent à celles :

1. **construire une économie de partage** orientée vers le bien commun universel, vers la recherche de toutes les conditions sociales qui permettent aux communautés humaines, comme à chacun de leurs membres, de s'épanouir dans le bien et, par-là, d'accéder au bonheur. Cela passe, évidemment, par des choix très concrets et radicaux et notamment introduire le don, la gratuité et le partage dans l'économie marchande.
2. **contribuer à l'invention d'une économie frugale** - Il s'agit de chercher comment gérer de façon responsable notre environnement. « Responsabilité, souci du fragile », disait Ricœur. Faire découvrir la solidarité fondamentale de l'homme et du cosmos, susciter une

---

<sup>5</sup> Parlant de l'Islam, n'avons-nous pas beaucoup à apprendre de lui : un sens plus vif de l'adoration, la pratique du jeûne et, face à la banalisation de l'obscénité, retrouver un sens élémentaire de la pudeur ?

<sup>6</sup> On peut tenter – et j'espère que l'on y parviendra un jour – d'institutionnaliser ces échanges. Des tentatives ont été faites, par exemple, avec le Parlement des religions de Hans Kung, plus récemment avec l'invitation de Shimon Peres au Pape François de prendre l'initiative de lancer une sorte d'ONU des religions...

sorte d'alliance avec la terre, apprendre aux croyants à user et à jouir de la création « dans un esprit de pauvreté et de liberté » (GS 37), dans cette « abondance frugale » dont parle si bien Jean-Baptiste de Foucauld, cet esprit de pauvreté que notre culture avait cessé de compter parmi les valeurs. Sans aucun doute, le souci commun de la préservation de ce don de Dieu qu'est la création, trouve les religieux côte à côte contre tout ce qui détruit les équilibres qui peuvent assurer la permanence d'une vie acceptable pour les hommes sur la terre, voire l'identité du génome humain. Ensemble, elles peuvent travailler, face à tant de dangers, à l'autolimitation du pouvoir et des convoitises destructrices dont l'homme est capable.

3. **Ouvrir les regards et les cœurs sur la dimension mondiale de nos responsabilités** - Plus que jamais, ce monde qui s'unifie doit se donner des institutions fortes et crédibles dont on puisse attendre l'adoption des stratégies globales nécessaires, une capacité juridique et financière pour leur mise en œuvre et un suivi de leur exécution. Cet objectif peut être très largement partagé par les grandes religions. Encore faut-il avoir la lucidité de l'identifier et de le poursuivre.

Voilà trois chantiers qui s'offrent d'évidence. Il y en aura bien d'autres.

\*  
\*   \*   \*

### **Un rêve et un pari**

Il me faut conclure tout simplement.

Est-il nécessaire de l'ajouter ? Tout ceci repose sur la recherche et la promotion d'un dialogue vrai à tous les niveaux. Cela va requérir beaucoup de changements chez chacun de nous, d'apprentissage, de patience, de respect de nos partenaires et de la complexité des situations, de persévérance et de temps. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions donner vie à tout ce qui nous rapproche. Mais l'enjeu le justifie surabondamment. Au fond, de quoi avons-nous parlé ? D'un rêve de Dieu et d'un pari de l'homme. Oui, il y a un rêve de Dieu qui n'a pas créé l'homme pour son avilissement mais pour son bonheur et celui de conduire la création à son parachèvement à « des cieux nouveaux et une nouvelle terre » en bon ouvrier de son Royaume. Et un pari de l'homme : le pari de la réussite, dans cette perspective ultime, de son travail pour construire un monde meilleur : travail porté par deux merveilleuses sœurs jumelles : l'espérance et la fraternité. Comment pourrions-nous perdre ce pari ?

\_ \*\_ \*\_ \_